

**DECLARATION CONJOINTE DU MINISTRE DE LA SANTE
ET L'HYGIENE PUBLIQUE ET DU MINISTRE DE L'EDUCATION
NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES
LANGUES NATIONALES POUR LE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE
« STRONGER TOGETHER », EDITION 2022**

La problématique de l'éducation des filles est intimement liée à celle du développement. Un des défis majeurs auxquels les pays de la bande sahélienne de l'Afrique de l'Ouest et du Centre tels que le Burkina Faso sont confrontés est de garantir l'équité dans la répartition des ressources et des services en éducation dans la mesure où elle constitue un des fondements de la légitimité de l'Etat. C'est pourquoi notre loi d'orientation, dans ses principes généraux, consacre le droit à l'éducation en ces termes : « *l'éducation est une priorité nationale. Toute personne vivant au Burkina Faso a droit à l'éducation, sans discrimination aucune, notamment celle fondée sur le sexe, l'origine sociale, la race, la religion, les opinions politiques, la nationalité ou l'état de santé. Ce droit s'exerce sur la base de l'équité et l'égalité des chances entre tous ces citoyens* ». L'Etat a fait de cette question centrale de développement une priorité.

Ainsi, d'énormes efforts sont consentis et ont permis d'engranger des résultats notables. Cependant des difficultés demeurent notamment en ce qui concerne l'égalité liée au genre.

Selon les données officielles du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, le taux brut de scolarisation (TBS) des filles qui était en augmentation continue au niveau de trois ordres d'enseignement (le primaire, le post-primaire et le secondaire) depuis 2014 et 2015, a connu une baisse à partir de 2018-2019. En effet, ce taux brut de scolarisation des filles au post-primaire est passé de 44,4% en 2014-2015, à 54,6% en 2017-2018, soit un gain de 10 points de pourcentage. Mais, à partir de 2018-2019, il a enregistré une baisse continue de 2 points jusqu'en 2020-2021 (52,5%).

Cette situation est tributaire des menaces terroristes qui ont entraîné la fermeture de 3 664 établissements scolaires, représentant environ 14,60 % des structures éducatives du Burkina Faso à la date du 31 mars 2022. Ces fermetures ont affecté 579 440 élèves dont 275 908 filles.

C'est au regard de ces risques majeurs du décrochage scolaire des filles que le projet Sahel Women's Empowerment and Dividend demographic (SWEDD-Burkina) inscrit la campagne « Stronger together, édition 2022, sous le thème « **scolarisation et maintien des filles à l'école** ».

Cette campagne est une opportunité de mobilisation sociale pour susciter l'engagement de la communauté (leaders religieux, coutumiers et politiques, entreprises, particuliers, etc.) pour la promotion de l'éducation des filles.

L'éducation est un véritable levier d'émancipation pour les filles et un facteur de développement. En effet, il est reconnu dans le monde qu'un enfant dont la mère sait lire a deux fois plus de chances de survivre au-delà de l'âge de 5 ans.

Cette campagne est une opportunité de mobilisation sociale pour susciter l'engagement de la communauté (leaders religieux, coutumiers et politiques, entreprises, particuliers, etc.) pour la promotion de l'éducation des filles.

L'éducation est un véritable levier d'émancipation pour les filles et un facteur de développement. En effet, il est reconnu dans le monde qu'un enfant dont la mère sait lire a deux fois plus de chances de survivre au-delà de l'âge de 5 ans.

A l'âge adulte, une fille éduquée aura plus facilement accès à une activité génératrice de revenus et chaque année qu'une fille passe sur les bancs de l'école augmente son futur revenu de 10 à 20 %.

Une femme éduquée mettra au monde moins d'enfants et aura appris à les protéger de la malnutrition et des maladies : une femme étudiant une année supplémentaire diminue le taux de mortalité infantile de 5 à 10%.

Une fille éduquée pourra devenir actrice du changement dans sa communauté. D'une part, elle comprendra l'intérêt de scolariser ses enfants et notamment ses filles. D'autre part, l'éducation de la frange féminine stimule la productivité d'un pays et la croissance économique. En moyenne, le manque à gagner pour les pays en développement ne scolarisant pas les filles est de plus d'un milliard de dollars par an, selon la Banque mondiale.

En somme, l'éducation des filles est un pilier fondamental pour la capture du dividende démographique.

C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour lever les contraintes d'ordres social, financier ou encore idéologique pour bouter l'ignorance, surtout celle des filles, hors de nos frontières.

Nous terminons nos propos par cette citation de Kofi Annan, ex-Secrétaire général des Nations Unies : « Il n'existe aucun instrument de développement plus efficace que l'éducation des filles. Si nous voulons que nos efforts aboutissent à la construction d'un monde en meilleure santé, plus pacifique et équitable, les classes du monde doivent être remplies de filles aussi bien que de garçons. »

Le Ministre de la Santé de l'Hygiène publique



Dr Robert Lucien Jean Claude KARGOUGOU
Chevalier de l'Ordre national

Le Ministre de l'Education nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales



Wendkouni Joël Lionel BILGO